
Abstracts

The Gendarme Mission in Albania, 1925–38: A Move On The English Chess Board?

British ex-army officers recruited into the Albanian gendarmerie as inspectors engendered increasing stability within the state and resisted Italian expansionist aspirations, thereby contributing to the longevity of Ahmed Zogu's regime. While the British government refused to take any responsibility for these officers, it was undeniably concerned with the possible negative effect upon British prestige, oil exploration prospects and Anglo-Italian relations. Consequently the government monitored and intervened in the activities of this apparently independent force. This article considers the motives behind the British Government's interference in a country and an organisation in which it disclaimed any official interest.

Fostering 'the Bank that rules Europe': the Bank of England, the Allied Banking Commission, and the Bank deutscher Länder, 1948–51

The nowadays very renowned Bundesbank has its roots in the German central bank system erected in 1948 by the American and British occupation powers. The general notion is that notwithstanding the fact that an Allied Banking Commission supervised this institution in the first years of its existence, the Allies, and above all the British, had very little influence in shaping it. Based on archival material mainly from the archives of the Bank of England and of the Bundesbank, this article shows that this view should be revised. Although Allied interferences were measured, they were able to form this institution to a considerable extent. Above all the British element of the ABC and behind this man the Bank of England were for various reasons interested in a strong and central German central bank. They fostered it whenever possible and indeed succeeded in laying the foundations of its power and independence.

The Last Piece of the Jigsaw: Britain and the Creation of the Western European Union, 1954

This article examines the creation of the Western European Union (WEU), from a British perspective, including that of the major British political parties. WEU was created in 1954,

on the rubble of the failed European Defence Community (EDC) project, proposed by the Six. Although after 1952 it had been likely that EDC would fail, it was not until August 1954 that the French National Assembly refused to ratify the treaty. Between September and November 1954, the Six, Britain, and the US sought to resolve the crisis that non-ratification had produced. WEU successfully enabled West Germany to join the Western security community by membership of WEU and then NATO, with self-imposed restrictions upon its military capacities. WEU can thus be seen as a triumph for Foreign Secretary Anthony Eden. Ironically, it also contributed to an enhanced sense of security and solidarity among Western continental countries that encouraged their efforts at further supranational integration, from which, however, the British continued to distance themselves.

Hungary's Part in the Soviet–Yugoslav Conflict 1956–58

Relations between the Soviet Union and Yugoslavia had improved in 1955–56, but in the years after the Hungarian revolution of October 1956 was suppressed, there were marked disagreements and conflicts. This dissension made a major contribution to the process that decided the fate of the East–Central European region. Hungary played a special part in the dispute. The immediate cause of the political battle between Belgrade and Moscow was their differences over the Hungarian question, notably the fate of Imre Nagy, the prime minister during the revolution, who was executed in 1958. However, although the Nagy affair remained an important factor in the disagreements, the intrinsic conflicts lay deeper. They concerned the model that the communist countries should be following, and in connection with this, the expansion and retention of regional influence. The course of events was also influenced strongly by China's ambitions as a power, and by the power struggles taking place within the Soviet leadership.

Economic and Monetary Union and the Social Divide in France

Monetary policy in France since the Second World War has been politically and socially sensitive, reflecting the strength of the communists in the unions and working class. Governments relied on inflation, devaluation and credit to sustain growth and social peace, which made monetary union with Germany impossible. By reversing economic and monetary policy in 1982–83 François Mitterrand laid the basis for the single market and currency, but his sound money policy caused unemployment and greater inequality and opened up the crisis of representation and confidence known as the 'social divide'. The socialist-communist government of Lionel Jospin was elected in May 1997 to close this divide, but faces the constraint of the deflationary Maastricht criteria upheld by Germany.

Extraits

La mission de la gendarmerie albanais (1925–38): un enjeu britannique?

La gendarmerie albanaise recrutait, comme inspecteurs, des ex-officiers de l'armée britannique dont le travail contribua largement à la stabilisation de l'état et à la résistance aux ambitions expansionnistes des Italiens, ce qui prolongea sensiblement la vie du régime d'Ahmed Zogu. Le gouvernement britannique, tout en refusant de prendre la moindre responsabilité pour ces officiers, s'inquiétait néanmoins de l'effet négatif que leurs activités

pouvaient produire sur le prestige de la Grande Bretagne, la possibilité d'exploiter les gisements pétroliers en Albanie et les relations diplomatiques anglo-italiennes. Voici pourquoi le gouvernement de Sa Majesté Britannique intervenait parfois dans les activités de la gendermerie, malgré son indépendance apparente, et la surveillait continuellement. Cet article analyse la motivation de ces interventions dans un pays et dans une organisation dont les Anglais, officiellement, se désintéressaient complètement.

La création de la 'banque qui règle l'Europe': la Bank of England, la Commission bancaire des Alliés, et la Bank deutscher Länder, 1948–51

La Bundesbank, dont personne ne conteste l'importance pour l'Europe contemporaine, est sortie du Système Bancaire Central de l'Allemagne créé en 1948 par les autorités de l'occupation américaine et britannique. Selon l'opinion la plus courante, les Alliés (et surtout les Anglais) auraient très peu contribué à la formation définitive de cette institution, malgré la constitution de la Commission bancaire des Alliés (ABC) qui en a surveillé les débuts. Cet article, basé pour la plupart sur des recherches dans les archives de la Bank of England et de la Bundesbank, indique qu'il conviendrait de modifier un peu cette attitude. Bien que les Alliés s'abstinsent d'intervenir excessivement dans la formation de la nouvelle institution, leur influence fut en réalité très perceptible, surtout parce que les membres anglais de l'ABC – sans parler de la Bank of England elle-même – avaient leurs raisons pour souhaiter la création d'une banque allemande qui fût à la fois solide et centralisée. Ils firent leur possible pour encourager cette tendance, et réussirent effectivement à constituer les fondations de la puissance indépendante dont elle jouit aujourd'hui.

Le dernier morceau du puzzle: la Grande Bretagne et la création de l'Union de l'Europe Occidentale, 1954

Voici une analyse de la perspective britannique sur la création de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO), qui s'intéresse à l'opinion des partis politiques les plus importants. Cette Union s'éleva en 1954 sur les ruines de la Communauté pour la Défense de l'Europe, un projet proposé par les Six qui depuis 1952 semblait voué à l'échec; mais ce n'est qu'en août 1954 que l'Assemblée Nationale de la France refusa de ratifier le traité. Entre septembre et novembre 1954, les Six, la Grande Bretagne et les Etats-Unis s'efforcèrent de résoudre la crise produite par ce refus de ratification. Ce fut grâce à l'OEU que l'Allemagne de l'Ouest put rejoindre la communauté défensive de l'Occident en devenant membre de cette organisation et par la suite, membre de l'OTAN, en acceptant d'imposer des restrictions à ses propres capacités militaires. De ce point de vue on peut dire que l'existence de l'OEU fut un triomphe pour le ministre britannique des affaires étrangères; mais paradoxalement, elle contribua aussi à forger, au sein des autres pays de l'Europe occidentale, un sentiment de sécurité et de solidarité qui leur fit redoubler leurs tentatives d'intégration, tandis que la Grande Bretagne, elle, restait toujours à l'écart.

Le conflit yougoslave-soviétique et le rôle de la Hongrie, 1956–1958

Les années 1955 et 1956 virent une amélioration dans les relations yougoslave-soviétiques, mais après la suppression de la révolution hongroise en octobre 1956 les désaccords et les conflits se multiplièrent entre ces deux états. Le rôle de la Hongrie dans cette dispute, qui contribua largement à décider le sort des pays à l'est de l'Europe centrale, fut exceptionnelle,

car ce fut la question hongroise qui déclencha la bataille politique entre Belgrade et Moscou, et surtout la question du sort d'Imre Nagy, premier ministre de la Hongrie révolutionnaire, exécuté en 1958. Mais le vrai conflit était plus fondamental: il s'agissait de savoir quel modèle de développement devait être adopté par les pays communistes, et aussi de trouver un moyen d'acquérir ou de retenir une influence extra-nationale. Le cours de événements fut influencé aussi par les ambitions d'une puissance nouvelle, la Chine, et par la chasse au pouvoir qui déchirait les élites soviétiques.

L'union politique et monétaire et les écarts sociaux en France

Depuis la deuxième guerre mondiale, la question de la politique monétaire en France se posait dans des termes socio-politiques assez délicats, étant donné l'importance du communisme dans les syndicats et parmi les ouvriers. Pour assurer la croissance économique et conserver la paix sociale, les gouvernements avaient compté sur l'inflation, la dévaluation et le crédit, ce qui frustrait toute tentative d'union monétaire avec l'Allemagne. Ce fut François Mitterrand qui, en 1982–83, renversa cette politique économique et monétaire et créa les conditions préalables du marché singulier et de l'union monétaire; mais en insistant sur l'importance du franc fort, il vit s'accroître et le taux du chômage et l'inégalité, ce qui mena à la crise de représentation et de confiance qu'on appelle l'écart social. Le gouvernement socialiste (et communiste) de Lionel Jospin, élu en mai 1997, a pour tâche d'éliminer cet écart, mais en continuant de porter le fardeau des critères anti-inflationnaires de Maastricht, imposés par l'Allemagne.

Kurzfassungen

Die Gendamerie-Mission in Albanien (1925–1938): Ein Zug auf dem englischen Schachbrett?

Ehemalige britische Armeeeoffiziere, die in die albanische Gendamerie aufgenommen worden waren, stabilisierten zunehmend den dortigen Staat und bildeten ein Hindernis für italienische Expansionsabsichten. Damit trugen sie zur Langlebigkeit der Herrschaft Ahmed Zogus bei. Obwohl die britische Regierung sich weigerte, irgendeine Verantwortung für die Offiziere zu übernehmen, war sie ohne Zweifel besorgt um mögliche negative Auswirkungen auf britisches Prestige, ins Auge gefaßte Probebohrungen nach Öl sowie auf die anglo-italienischen Beziehungen. Folglich überwachte sie die Aktivitäten dieser scheinbar unabhängigen Einsatzgruppe und griff auch ein. Der Aufsatz untersucht die Motive für die Regierungs-intervention in einem Land und in eine Organisation, für die sie offiziell kein Interesse bekundete.

Die Aufzucht 'der Bank, die Europa beherrscht': Die Bank von England, die alliierte Bankenkommision und die Bank Deutscher Länder, 1948–1951

Die heute berühmte Bundesbank hat ihren Ursprung im Deutschen Zentralbankensystem, das 1948 von den amerikanischen und britischen Besatzungsmächten errichtet wurde. Das verbreitete Geschichtsbild geht davon aus, daß die Alliierten und insbesondere die Briten trotz der anfänglichen Aufsicht durch die Allied Banking Commission (ABC) sehr wenig Einfluß ausüben konnten. Auf der Grundlage von Archivmaterial aus der Bank von England und aus

der Bundesbank revidiert der vorliegende Aufsatz diese Einschätzung. Obgleich die alliierten Eingriffe maßvoll ausfielen, waren sie in der Lage, die neue Institution in einem erheblichen Ausmaß zu prägen. Vor allem der britische Vertreter in der ABC und hinter ihm stehend die Bank von England waren aus verschiedenen Gründen sehr an einer starken deutschen Zentralbank interessiert. Sie förderten sie, wenn immer möglich, und es gelang ihnen tatsächlich, die Grundsteine für die Macht und Unabhängigkeit der späteren Bundesbank zu legen.

Das letzte Teil des Puzzles: Großbritannien und die Errichtung der Westeuropäischen Union 1954

Der Aufsatz untersucht die Errichtung der Westeuropäischen Union (WEU) aus britischer Sicht, wobei er die Haltung der maßgeblichen politischen Parteien mit einbezieht. Die WEU wurde 1954 auf den Trümmern der Europäischen Verteidigungsgemeinschaft (EVG) geschaffen. Obgleich es bereits ab 1952 wahrscheinlich geworden war, daß die EVG scheitern würde, verweigerte die französische Nationalversammlung erst im August 1954 ihre Ratifikation. Zwischen September und November dieses Jahres suchten die sechs betroffenen Länder zusammen mit Großbritannien und den USA die daraus resultierende Krise zu bewältigen. Es wurde geschafft, die Bundesrepublik Deutschland in die westliche Sicherheitsgemeinschaft aufzunehmen, zuerst durch Beitritt in die WEU und später in die NATO, und zwar unter selbst auferlegter Beschränkung ihrer militärischen Kapazitäten. Die WEU kann daher als Triumph Außenminister Anthony Edens bezeichnet werden. Ironischerweise trug sie zu einem Gefühl gesteigerter Sicherheit und Solidarität unter den westlichen Kontinentalstaaten bei. Dies ermutigte wiederum deren Bemühen um weitergehende supranationale Integration, von der sich Großbritannien dann mehr und mehr distanzierte.

Ungarns Anteil am sowjetisch-jugoslawischen Konflikt 1956–58

Die Beziehungen zwischen der Sowjetunion und Jugoslawien hatten sich 1955–56 verbessert, doch in den Jahren nach der ungarischen Revolution vom Oktober 1956 kam es zu merklichen Unstimmigkeiten und Konflikten. Diese Auseinandersetzungen trugen wesentlich zum Schicksal der osteuropäischen Region bei. Ungarn spielte in jenem Streit eine besondere Rolle. Den Auslöser für den politischen Kampf zwischen Belgrad und Moskau bildeten ihre Differenzen in der ungarischen Frage, und zwar vor allem das Schicksal Imre Nagys, des Premierministers während der Revolution, der 1958 hingerichtet wurde. Obwohl diese Angelegenheit ein wichtiger Bestandteil der Unstimmigkeiten blieb, lagen die eigentlichen Ursachen tiefer. Sie betrafen die Frage, welchem Modell die kommunistischen Länder folgen sollten, und in diesem Zusammenhang das Problem der Ausweitung oder Einschränkung regionaler Einflusssphären. Der Verlauf des Konflikts wurde auch stark von Chinas Machtambitionen beeinflusst, und schließlich auch von den Machtkämpfen innerhalb der sowjetischen Führung.

Die Wirtschafts- und Währungsunion und die soziale Krise Frankreichs

Die französische Währungspolitik hat seit dem Zweiten Weltkrieg empfindlich auf politische und soziale Faktoren reagiert: Sie reflektierte die Stärke der Kommunisten in Gewerkschaften und unter den Arbeitern. Die Regierungen stützten sich auf Inflation, Abwertung und Verschuldung, um Wachstum und sozialen Frieden zu sichern. Diese Politik bildete ein Hindernis für eine Währungsunion mit der Bundesrepublik Deutschland. Indem

François Mitterrand 1982–83 die bisherige Wirtschafts- und Währungspolitik auf den Kopf stellte, schuf er die Grundlagen für einen einheitlichen Markt und die Einheitswährung. Doch durch seine Geldpolitik stieg die Arbeitslosigkeit und vergrößerte sich die soziale Ungleichheit. Dem folgte die Vertrauenskrise, die als der Sozialabstand bekannt geworden ist. Die sozialistisch-kommunistische Regierung von Lionel Jospin wurde im Mai 1997 in der Hoffnung gewählt, sie werde diese Krise überwinden. Doch sie hat nun mit den deflationären Maastrichtkriterien zu kämpfen, die Deutschland aufrecht erhalten will.